

DROIT



ACTION  
PUBLIQUE

# Les loisirs de montagne sous Vichy

Droit, institutions et politique

Sous la direction  
de Philippe Yolka

**PUG**

Sous la direction de Philippe Yolka

# **LES LOISIRS DE MONTAGNE SOUS VICHY**

Droit, institutions et politique

Presses universitaires de Grenoble

Le présent ouvrage réunit les contributions au colloque éponyme, coorganisé par les universités Grenoble Alpes et Savoie-Mont-Blanc, qui s'était tenu à la Faculté de droit de Grenoble le 20 mai 2016<sup>1</sup>. Adossée au Master 2 Droit de la montagne, cette manifestation n'aurait pu avoir lieu sans le soutien du LabEx Innovation et territoires de montagne (programme Investissements d'avenir).

Les auteurs remercient pour leur aide précieuse les responsables des laboratoires de rattachement (CRJ, CDPPOC) et les personnes des services d'archives sollicités (Haute-Savoie, Savoie, Isère).

---

1. Les séances étaient animées par Michel Raspaud (professeur de sociologie, Université Grenoble Alpes) et Philippe Bourdeau (professeur de géographie, Université Grenoble Alpes). Ce colloque faisait suite à un précédent, organisé à la Faculté de droit de Chambéry avec certains intervenants communs (v., pour les actes, Clément Benelbaz, Charles Froger, Sébastien Platon et Bruno Berthier (dir.), *L'œuvre législative de Vichy, d'hier à aujourd'hui: rupture[s] et continuité[s]*, Dalloz, 2017).



## INTRODUCTION

---

# Vichy (1940-1944): une « certaine idée » de la montagne

Philippe Yolka, professeur de droit public, Université Grenoble Alpes,  
Centre de recherches juridiques

La veille de la tenue du colloque à l'origine du présent volume (en mai 2016), le président du Syndicat interprofessionnel de la montagne comparaisait devant le Tribunal de grande instance de Bobigny, assigné pour injure envers le Syndicat national des moniteurs de ski ; il avait en effet indiqué, dans un communiqué de presse, que le code d'honneur de cette dernière profession remontait au régime du maréchal Pétain. S'il n'est pas question d'aborder ici en détail la polémique (qui renvoie à l'usage d'un argument disqualifiant – la référence aux temps troublés de l'Occupation – dans les stratégies d'acteurs contemporaines<sup>1</sup>), l'anecdote mérite cependant d'être contée, en ce qu'elle fait lien avec « un passé qui ne passe pas » (H. Rousso, E. Conan). Il y a là une sorte de révélateur de l'actualité inattendue d'un sujet qui mérite d'être sorti des oubliettes de l'Histoire.

1) Une première « porte d'entrée », pour l'approcher, est celle de l'histoire culturelle. De ce point de vue, l'ouvrage touche à la sociohistoire, tout à la fois celle des sports de montagne et celle de Vichy.

---

1. Dans la même veine, des alpinistes avaient escaladé en 2010 dans le massif du Mont-Blanc l'aiguille de la République et l'aiguille de Blaitière – rappelant que cette dernière [anciennement, aiguille de Chamonix] avait été rebaptisée « pointe Maréchal-Pétain » en juillet 1941 – pour dénoncer la politique migratoire et la récupération des valeurs de la montagne sous la présidence Sarkozy (Éliane Patriarca, « Tout sécuritaire : les montagnards sont las », *Libération*, 10 sept. 2010). Sur les enjeux politiques de la toponymie, Hervé Guillorel (dir.), *Toponymie et politique. Les marqueurs linguistiques du territoire*, Bruylant, 2008 ; Paul Bacot, Laurent Douzou et Jean-Paul Honoré, « Onomastique politique. Éléments de bibliographie », in *Mots. Les langages du politique*, ENS Éd., n° 87, 2008, p. 85 ; Hervé Guillorel, « Toponymie et politique », in Salih Akin (éd.), *Noms et renoms : la dénomination des personnes, des populations, des langues et des territoires*, Presses universitaires de Rouen, 1999, p. 61 ; Henri Boyer et Marie-Anne Paveau (dir.), « Toponymes : instruments et enjeux », in *Mots : les langages du politique*, ENS Éd., n° 86, 2008.

Ancrage dans la sociohistoire des loisirs (Veblen, Corbin, etc.), précisément des sports de montagne, d'abord, avec une difficulté qui tient à l'asymétrie des études en langue française. Si l'on a vu depuis une vingtaine d'années émerger des analyses de plus en plus fines, celles-ci concernent avant tout l'alpinisme<sup>2</sup>. On peine encore, s'agissant des sports d'hiver, à dépasser l'histoire locale ou les œuvres de vulgarisation<sup>3</sup>. Moyennant quoi, il n'existe pas d'histoire globale des loisirs dans le « territoire du haut » (pour suggérer le parallèle avec les loisirs balnéaires<sup>4</sup>). Étude compliquée – peut-être impossible – en raison du foisonnement et de la fragmentation des sources, mais aussi de l'hétérogénéité des valeurs mobilisées et des groupes sociaux en cause (selon que les activités considérées regardent « vers le sommet » ou « vers le bas » : effort contre glisse, le curseur oscillant de l'héroïsme à l'hédonisme). Travail qui ne pourrait sans doute prendre place que dans une bibliothèque idéale, empruntant à Borges ou au facteur Cheval.

Ancrage dans l'histoire socioculturelle de Vichy, pour l'essentiel l'étude de la politique sportive du régime, ensuite. Si celle-ci est maintenant bien connue<sup>5</sup>, les écrits spécifiquement consacrés aux sports de montagne

- 
2. Voir, à la suite des travaux précurseurs de Claire-Eliane Engel (not., *Histoire de l'alpinisme: des origines à nos jours*: Je Sers, 1950), ceux d'O. Hoibian, M. Mestre, M. Raspaud, M. Tailland et R. de Bellefon (pour un aperçu, *Hommes et montagnes*, revue *Babel*, 05/2001). – Not., Olivier Hoibian, *Au-delà de la verticale. L'alpinisme: sport des élites ou sport pour tous ?*, thèse STAPS, Paris XI, 1997 ; *L'invention de l'alpinisme*, Belin, 2004 ; *Deux siècles d'alpinismes européens*, L'Harmattan, 2001 ; *Les alpinistes en France, 1870-1960, une histoire culturelle*, L'Harmattan, 2001.
  3. Ce constat de lacune est d'ailleurs dressé par les historiens eux-mêmes (V. par ex., Thomas Busset, Marco Marcacci (dir.), *Pour une histoire des sports d'hiver*, actes du colloque international de Lugano, éd. CIES, 2006. – V. cependant, Yves Moralès, *Une histoire culturelle des sports d'hiver. Le Jura français des origines aux années 1930*, L'Harmattan, 2007 – Marcel Achard, *La connaissance du ski en France avant 1890: approche bibliographique, 16<sup>e</sup>-19<sup>e</sup> siècle*, Le Bassat, 2011 ; et les références citées par Bruno Berthier in *L'œuvre législative de Vichy, d'hier à aujourd'hui: rupture[s] et continuité[s]*, Dalloz, 2017, p. 244). Il mérite d'être nuancé, s'agissant de la bibliographie en langue anglaise (pour des références, [https://en.wikipedia.org/wiki/History\\_of\\_skiing](https://en.wikipedia.org/wiki/History_of_skiing)).
  4. Alain Corbin, *Le territoire du vide. L'Occident et le désir du rivage. 1750-1840*, Aubier, 1988.
  5. Par ex., Christophe Pécout, *La politique sportive du gouvernement de Vichy: discours et réalité*, Les Cahiers de psychologie politique 2005, n° 7 ; *Le sport dans la France du Gouvernement de Vichy [1940-1944]*, *Histoire sociale*, 2012, vol. XLV, n° 90, p. 319 – Christophe Pécout, Luc Robène, « Sport et régime autoritaire: le cas du gouvernement de Vichy [1940-1944] », *International Review on Sport and Violence*, 2012/6 – Jean-Louis Gay-Lescot, *Sport et Éducation sous Vichy. 1940-1944*, Presses universitaires de Lyon, 1991.

restent finalement assez rares, à l'exception de la thèse d'Alice Travers<sup>6</sup> et de chapitres d'ouvrages à spectre plus large<sup>7</sup> ou d'articles épars<sup>8</sup>. Il faut prendre acte d'un relatif déficit historiographique ; y remédier serait un (trop) vaste programme, mais il n'est pas interdit – en passant par la montagne – d'ajouter un petit caillou sur le cairn.

2) Un deuxième prisme d'analyse consiste à inscrire le sujet dans l'étude de la récupération des sports en général, et des sports de montagne en particulier, par les fascismes européens des années 1930-1940, en le rattachant à la même mouvance. Si l'instrumentalisation des sports de montagne, surtout de l'alpinisme (« métasport » qui se prête bien à la récupération, par l'engagement qu'il implique), fut historiquement une tentative de nombreux régimes – communismes compris (prétendre « situer » la montagne en politique serait aventureux) –, il n'en demeure pas moins que les États fascistes ont poussé l'exercice très loin. Dans cette perspective, les Alpes seraient un peu devenues le terrain de jeu d'une Europe en chemise brune (après avoir été celui de l'Angleterre impériale), l'alpinisme le symbole du sursaut contre le « déclin de l'Occident » naguère pointé par Spengler.

On n'ignore pas à cet égard dans quelles conditions les régimes de Hitler et de Mussolini ont pu accompagner et récupérer les exploits alpins de l'époque pour les besoins de leur propagande (Harrer et ses semblables ayant par exemple été célébrés tels de nouveaux chevaliers teutoniques). Il n'y a pas lieu d'insister outre mesure sur cette instrumentalisation de la geste alpine et de la « montagne tragique » (sinon magique), le sujet étant bien connu, notamment – pour ce qui concerne la bibliographie francophone – depuis les travaux de Michel Mestre<sup>9</sup>.

---

6. Alice Travers, *Politique et représentation de la montagne sous Vichy : la montagne éducatrice, 1940-1944*, L'Harmattan, 2001.

7. V. les contributions d'Olivier Hoibian, Philippe Bourdeau, Michel Mestre, Alice Travers et Yves Moralès in *Le sport et les Français pendant l'Occupation. 1940-1944*, Pierre Arnaud, Thierry Terret, Jean-Philippe Saint-Martin et Pierre Gros (dir.), L'Harmattan, 2003, T. 1, p. 313 s.

8. Sur l'attitude du mouvement alpin sous l'Occupation, Michel Mestre, « Zones d'ombre sur la montagne », *Alpinisme et randonnée*, mars 2000, p. 66.

9. Michel Mestre, *La montagne et l'alpinisme vecteurs de l'idéologie nationaliste dans les États alpins aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. 1850-1950*, Th. Géographie Aix-Marseille 1, 1998 – V. également, pour des aperçus : « Alpinisme et nationalismes de 1870 à 1945. Encordés pour un drapeau », *Montagnes Magazine*, hors-série, été 2014.

Il est évidemment tentant d'inscrire la politique de Vichy, qui a développé une véritable « culture de la nature » (si tant est que l'oxymore fasse sens<sup>10</sup>) montagnarde<sup>11</sup>, dans ce mouvement plus large. *Mutatis mutandis*, le régime de Pétain a forgé comme les autres (outre monts, outre-Rhin) une idéologie de la montagne à des fins de propagande, donnant aux pics à glace des allures de francisques<sup>12</sup>. Il y eut construction politique d'une « montagne morale », cette édification d'une montagne édifiante passant par l'écriture d'un discours héroïco-naturaliste surchargé de symboles, qu'une litanie de mots-clés résume en matière d'alpinisme (courage, jeunesse, force, virilité<sup>13</sup>, etc.). La « *via alpina* » devait forger une génération nouvelle, en tremper le caractère après les derniers rôles d'une République à l'agonie ; ce qui entraînait indéniablement en résonance avec les politiques menées de part et d'autre de nos frontières, diffusées là aussi en mobilisant des vecteurs culturels (cinéma, littérature). Dans cette optique, la filmographie d'un Marcel Ichac apparaîtrait comme une variante hexagonale du *Bergfilm* (cf. Arnold Fanck, Leni Riefenstahl, etc.)<sup>14</sup>, la récupération d'un roman comme *Premier de cordée* s'inscrivant dans la même perspective (« un tel livre est réconfortant : il est rare de rencontrer un héros équilibré, robuste, ayant du cœur au ventre, parmi les théories de petits crevés dont le roman contemporain nous a inondés ! [...] c'est une œuvre à faire lire aux jeunes pour

---

10. Sur la dimension anti-culturelle du discours vichyssois, v. la contribution d'Olivier Hoibian.

11. Cf. Chris Pearson, *Scarred Landscapes. War and Nature in Vichy France*, Palgrave Macmillan, 2008, p. 93 s.

12. V. la thèse précitée d'Alice Travers.

13. Notons, sur le dernier point, une approche très sexuée ou « genrée » des activités de montagne, l'alpinisme étant le domaine de l'homme tandis que l'imagerie du ski était plus largement féminisée. Mais, si des figures féminines ont pu être valorisées (ainsi, la championne de ski Georgette Thiolière), la place de la femme en montagne restait malgré tout tributaire du statut social subalterne que lui assignait le régime. Épisode instructif sur l'état des mœurs : le préfet de la Vienne consulta le futur doyen Jean Carbonnier sur les textes permettant de faire obstacle au port de pantalons de ski par la gente féminine. Faute de mieux, celui-ci invoqua le Deutéronome (XXII) : « Une femme ne portera pas un habillement d'homme » (Jean Carbonnier, « La Bible et le droit », in *La Révélation chrétienne et le droit*, Dalloz, p. 115 s. ; repris in *Écrits*, PUF, 2008, p. 13).

14. V. notamment, Marion Cornet, *L'alpinisme selon Marcel Ichac : les enjeux culturels d'un cinéma de montagne. 1936-1967*, Mém. Master 2 Lyon 2/Enssib, 2011 – François Lalande, « L'envers des étoiles », *Montagnes magazine*, n° 177, déc. 1994. Plus généralement, sur la filmographie montagnarde de l'époque, Alice Travers, Th. précit., p. 106 s. À propos du *Bergfilm* et de ses avatars, Barthélémy Py, *Le film de montagne dans les cinématographies occidentales*, Th. Montpellier III, 2014, p. 98 s.



leur apprendre ce que c'est que d'être un homme», Gérard Blachère, revue *Alpinisme*, déc. 1941).

3) Ce schéma interprétatif mérite toutefois d'être sérieusement nuancé, comparaison entre la situation de la France de Vichy et celle des puissances de l'Axe n'étant pas raison. Outre le fait qu'il est extrêmement difficile de mesurer ce que la politique française a pu devoir sur ce point à des facteurs extérieurs (il y eut plus influence diffuse que logique de *Diktat*), deux observations méritent d'être faites.

Le fonds culturel n'était pas le même, en particulier au regard de l'aire germanique, où tout un courant de pensée cultivait une glorification de l'alpinisme héroïque, voire morbide (Guido Lammer, Emil Zsigmondy, etc.)<sup>15</sup>, dont on ne trouve pas l'équivalent dans la littérature hexagonale. S'ajoute à cela que la domestication politique du monde de la montagne n'a pas été poussée aussi loin en France que dans les États fascistes voisins<sup>16</sup>. D'autre part, la « montagne de Vichy » a largement repris, en le dévoyant, un double héritage franco-français : celui de la « montagne patriote », qui datait des débuts de la Troisième République<sup>17</sup> ; et celui du Front populaire, lequel (on y reviendra) avait déjà développé les loisirs de neige<sup>18</sup>.

En réalité, la récupération de la mythologie alpine ne pouvait opérer dans les mêmes conditions, pour au moins deux raisons :

– d'abord, faute de figures de proue. L'activité clé dans la propagande fasciste ou nazie était l'alpinisme de pointe (récupération des exploits des Heckmair, Cassin, etc.). Or, même s'il y avait avant-guerre de forts alpinistes (Charlet, Frendo, Frison-Roche, etc.), la France est restée largement absente de la « bataille du *Sestogrado* » et de la conquête des grandes parois alpines dans les années 1930, qui furent des affaires italo-germaniques. Il n'y eut pas de participation significative au combat, faute de combattants ; ce fut d'ailleurs la chance de la grande génération d'après-guerre – Terray, Lachenal, Rébuffat, etc. – d'être arrivée assez tard pour

15. Michel Mestre, « L'initiation suprême à la montagne : le thème de la mort dans les écrits d'alpinistes germanophones », *Babel*, 8/ 2003, p. 111.

16. Pour des éléments de comparaison, v. Michel Mestre, « La politique de la jeunesse du Club alpin français sous Vichy. Comparaison avec le DÖAV (Club alpin austro-allemand) », in *Le sport et les Français pendant l'Occupation, 1940-1944*, préc., T. 1, p. 335.

17. Sur la période, Jean-Paul Zuanon, Quand montagne rimait avec patriotisme, les annuaires du Club alpin français [1874-1903], *Babel*, 20/2009, p. 148.

18. V. la contribution de Bruno Berthier.

s'épargner les risques de compromission. L'héroïsation de l'alpinisme d'élite ne pouvait donc fonctionner à l'identique. Et il était finalement assez naturel pour le régime de Vichy – qui souhaitait récupérer l'imagerie montagnarde sans pouvoir invoquer cet argument – de se tourner plutôt vers une pratique de masse et de neige (pour le coup, la France possédait ses champions de ski, James Couttet et surtout Émile Allais, père de la « méthode française de ski » popularisée avant-guerre sous le ministère de Léo Lagrange), quitte à en réorienter l'esprit<sup>19</sup> ;

– ensuite, parce que l'exploitation de la mythologie alpine ne pouvait avoir le même sens dans des États vainqueurs et dans un pays vaincu. Si l'élévation spirituelle était dans les deux cas associée à l'élévation physique<sup>20</sup>, sur fond d'épreuves et de souffrance (avec un arrière-plan psychologique méritant d'être creusé<sup>21</sup>), la problématique différait fondamentalement. Ici, la volonté de puissance du conquérant, qui « soumet le sommet » comme il domine le monde, avec pour toile de fond un néo-paganisme (au moins, dans l'aire germanique). Là, un discours aux allures de sermon (sur la montagne) très chrétien, qui renvoie à la faute, à l'expiation et à l'espoir d'une rédemption. L'alpiniste selon Vichy porte la croix d'une Nation déchue, tel Jésus au Golgotha les péchés de l'humanité. L'on conquiert la cime comme on remonte la pente<sup>22</sup>.

- 
19. Confessons à cet égard le caractère discutable d'un titre visant les « loisirs de montagne ». Le loisir renvoie au temps libre, au délassement et à l'amusement (l'on sait la formule attribuée à H. Weber comme à E. Morin : « La vacance des grandes valeurs fait la valeur des grandes vacances »), alors que Vichy visait bien autre chose (redressement moral, quête de médailles en ski pour rehausser le prestige national), l'oisiveté étant – c'est connu – mère de tous les vices. À décharge, l'appellation présente pour avantage insigne d'aller au-delà des seuls sports pour englober l'ensemble des activités touristiques. Manque, à ce qu'il semble, un terme rigoureusement adéquat dans la langue française.
20. Sur ce glissement, du domaine physique à celui de la morale, v. par ex. – pour une vue [très] rapide – Odon Vallet, *L'alpinisme : techniques et symbolique de l'ascension*, Cah. Médiologie, 1998/2, p. 253.
21. Pour l'heure, la psychanalyse de l'alpinisme s'est surtout intéressée à la peur, au jeu et à la transgression (Yvette Dorey-Assedo, *Les conduites de risque dans les organisations contraphobiques : une étude psychanalytique de l'alpinisme*, Th. Paris X, 1986 – Éric de Leseleuc, Lionel Raufast, « Jeux de vertiges : l'escalade et l'alpinisme », *Rev. fr. psychanalyse*, 1/2004, p. 233).
22. Avec cette difficulté insurmontable qu'il pouvait y avoir à produire une symbolique du redressement en mobilisant essentiellement – on l'a dit – un « sport de descente », le ski. Certains théoriciens fascisants opposaient d'ailleurs radicalement la psychanalyse de l'alpinisme à celle du ski, qui renverrait en dernière instance à une métaphysique de la chute (Julius Evola, *L'Arc et la Massue*, rééd. Trédaniel, 1983, chap. VI – V., Jean-Paul Lippi, *Julius Evola, métaphysicien et penseur politique : essai d'analyse structurale*, L'âge d'homme, 1998, spéc. p. 175).

Écrire cela, c'est se demander ce que pouvait signifier exactement le redressement national dans un État vassal du *Reich*. L'entreprise fut menée sous la férule d'un occupant qui ne pouvait en admettre le plein accomplissement. La politique mise en œuvre par Vichy portait ainsi l'échec dans ses flancs, l'association de la montagne et du sentiment national ayant plutôt accouché de l'esprit de résistance (cf. ambiguïté du mouvement « Jeunesse et montagne »<sup>23</sup>; et, bien sûr, les maquis – Vercors, Glières, Oisans, etc.<sup>24</sup>). Ce fut, du reste, ce qui permit au monde de la montagne de « limiter les dégâts » à la Libération, autorisant ensuite un investissement républicain qui culminera en 1950 avec la *catharsis* de l'Annapurna.

4) À travers la « politique montagne » de Vichy se sont bien sûr révélés divers traits marquants du régime, qui n'étaient pas propres à la matière. Un rapide survol donne à contempler, de ce point de vue, quelques lignes de crête. Ainsi du corporatisme, avec un important effort de structuration et d'organisation des professions (moniteurs, guides)<sup>25</sup>; ou encore de la dimension technocratique, très présente dans la méthodologique mobilisée pour penser les stations de ski. Émerge alors une figure emblématique, celle du « technocrate aménageur », qui connaîtra une singulière fortune dans les décennies suivantes (aménagement de la montagne : SEATM, Commission interministérielle de la montagne; aménagement du littoral languedocien ou de la côte aquitaine, etc.), avec deux grandes variantes : d'une part, des membres de grands corps techniques, ingénieurs généraux, essentiellement des Eaux et Forêts ou des Ponts et Chaussées (par exemple Gérard Blachère, déjà cité); d'autre part, des membres de grands corps administratifs (songeons à Henry de Ségogne, habitué des sommets de l'État – Cour des comptes, puis Conseil d'État – et de la terre, Commissaire au tourisme sous Vichy et l'un des pères des « stations de la deuxième génération » [projet de « station idéale » à Vars]; ou au conseiller d'État Louis Pichat [fils du vice-président Georges Pichat], suspendu à la Libération avant d'être réintégré au sein de la haute assemblée, qui prendra en 1955 la présidence de la Commission

23. Pour un témoignage, Henri Archaimbault, *Jeunesse et Montagne et la Résistance* ([http://jeunesse-et-montagne.org/Notre%20Histoire/download/Resistance\\_JM.pdf](http://jeunesse-et-montagne.org/Notre%20Histoire/download/Resistance_JM.pdf)).

24. V. par ex., Gilbert Garrier, « Montagnes en résistance : réflexions sur des exemples en Rhône-Alpes », in Jacqueline Sainclivier, Christian Bougeard (dir.), *La Résistance et les Français. Enjeux stratégiques et environnement social*, Presses universitaires de Rennes, 1995, p. 207.

25. V. la contribution de Christophe Quézel-Ambrunaz.

permanente des stations de sports d'hiver et d'alpinisme), dont certains – sans rapport aucun avec Vichy – manifesteront d'ailleurs leur inclination montagnarde sous les deux Républiques suivantes<sup>26</sup>.

Sur ces points, le constat gagne cependant de nouveau à la nuance. Corporatisme, sans doute ; mais l'État français se méfiait assez des corps intermédiaires pour leur imposer des contraintes qui leur firent perdre en partie la main (par exemple, l'obligation d'effectuer un stage national pour devenir guide contrariait, dans une certaine mesure, le pouvoir des compagnies locales). Des technocrates, certes, mais associés aux hommes de terrain (comme ils le furent plus tard, le pouvoir central ayant – aux origines du « plan Neige » – surtout accompagné des initiatives locales, notamment en Savoie avec Michaux et Chappis).

5) L'enjeu d'une exploration du « moment Vichy » consiste à penser la montagne, à la fois politiquement et juridiquement, dans une période clé de notre histoire. Ce régime a largement contribué – sinon à « l'invention de la montagne » en France – tout du moins à sa « nationalisation » et à l'émergence d'une politique de la montagne, axée sur les sports et le tourisme, mais qui les dépassaient sensiblement (protection du milieu montagnard, *via* le classement de sites comme ceux de La Meije ou de Gavarnie et une réflexion inaboutie sur la création de parcs naturels nationaux<sup>27</sup> ; développement de l'hydroélectricité<sup>28</sup>, etc.). Il n'est pas exagéré d'affirmer que, de tous les régimes politiques français, Vichy fut celui qui a le plus investi sur et dans la montagne.

---

26. On peut facilement trouver – sans même évoquer la Société du tunnel du Mont-Blanc – quelques échantillons représentatifs de cette irrésistible attraction (Jean Sabatier à la Société touristique du Mont-Blanc, 1979-1989 ; Jean-Marc Simon, ancien PDG de la Compagnie du Mont-Blanc, filiale de la Compagnie des Alpes, elle-même issue de la Caisse des dépôts et consignations, dont il fut le numéro 2 ; Noëlle Lenoir à la Compagnie des Alpes depuis 2012 ; Martin Hirsch – spécialisé dans les causes caritatives – à la Fondation de la Compagnie du Mont-Blanc depuis 2014, etc.). Parfois, le profil technocratique s'ajoutait à une implantation ancestrale (exemple antérieur : Jean Ravanel, membre du Conseil d'État – il exercera de multiples fonctions dans la haute administration [notamment, celle de Commissaire général au tourisme] – et maire de Chamonix de 1947 à 1953).

27. Autour du sujet, Chris Pearson, Bruno Poncharal, « La politique environnementale de Vichy », *Vingtième siècle*, 2012/1, p. 41 – Marcel A.-J. Couturier, « Projet d'un Parc National à bouquetins en France », *Rev. géographie alpine*, T. 31, 1943, p. 393.

28. Politique qui a largement profité à l'occupant, même si certains chantiers hydroélectriques sont devenus des foyers de résistance. Ainsi, sur le site de la Girotte, en Beaufortain (consulter Roger Frison-Roche, *Les montagnards de la nuit*, Arthaud, 1968) ; ou encore – hors montagne –, sur celui de l'Aigle, en Dordogne (André Decelle,

La construction de ce discours politique a fait l'objet d'un accompagnement juridique, car sa mise en œuvre impliquait la création d'une « boîte à outils » pour réglementer les professions ou permettre le développement des stations de sports d'hiver (maîtrise foncière, équipement des sites, etc.) ; dans cette mesure, le droit de la montagne constitue – pour détourner une formule fameuse – la continuation de la politique de la montagne par d'autres moyens.

À la jonction entre droit et politique, l'œuvre de Vichy renvoie tant à un volet institutionnel (qu'il s'agisse de la création de structures *ad hoc* ou de la prise en charge de la « politique montagne » par des institutions ayant un objet plus large, sport ou éducation) qu'à une dimension normative. Ce régime fut un immense producteur de textes ; ici comme ailleurs, la fabrique du droit a fonctionné sur un rythme soutenu, qu'il s'agisse de lois et de règlements (par ex., L. 7 nov. 1940 sur l'enseignement du ski ; L. et décr. du 3 avril 1942, créant une nouvelle catégorie juridique, les stations de sports d'hiver et d'alpinisme ; L. 29 juill. 1943 réglementant la profession de guide) ou de circulaires d'application (concernant, en particulier, l'équipement de la montagne). Si une partie de ce *corpus* n'a pas survécu à la Libération, une autre devait subsister (à titre d'exemples, sont toujours partiellement en vigueur la loi du 8 juillet 1941 instituant une servitude de survol au profit des téléphériques<sup>29</sup> et celle du 3 avril 1942 relative au régime des stations classées<sup>30</sup>). Au-delà de cet héritage normatif (sous bénéfice d'inventaire), Vichy – qui a pu seulement réaliser une partie de son programme – a bel et bien légué à la République un modèle d'organisation des professions et d'équipement de la montagne, une méthodologie et un outillage intellectuel qui furent mobilisés pour le développement touristique des Trente Glorieuses.

Or, un constat s'impose. Les écrits sur la genèse de la politique et du droit de la montagne témoignent d'une amnésie troublante, le début de cette histoire idéalisée (voire « blanchie ») se situant en général, selon les auteurs, entre les années 1960 (politique agricole, « plan Neige ») et les années 1980 (loi Montagne du 9 janvier 1985 et décrets d'application). Tout se passe comme si la littérature spécialisée oubliait certaines origines sulfureuses, à l'instar d'une sorte de « maladie honteuse ». Ce silence assourdissant aboutit

---

« Un chantier sous l'Occupation : le barrage de l'Aigle », in Fabienne Cardot (dir.), *Des entreprises pour produire de l'électricité : Le génie civil, la construction électrique, les installateurs*, EHEF-PUF, 1988, p. 143).

29. V., sur ce texte, la contribution de Jean-François Joye.

30. Une proposition de loi n° 2904 (Assemblée nationale, 2006) en portait abrogation ; mais elle n'a pas été adoptée.

nécessairement à transformer l'essai de généalogie (de la politique de la montagne et du droit qu'elle a secrété) en entreprise de démystification, de déconstruction des mythologies de l'altitude.

C'est que – faut-il le rappeler? – Vichy ne fut pas un régime comme les autres. S'il s'intéressa aux étoiles du ski et de l'hôtellerie, il imposa surtout le port de l'étoile jaune. Les groupements de jeunesse et les professions de montagne furent organisés au prix d'exclusions raciales; certains projets de stations de ski impliquèrent des spoliations<sup>31</sup>. Bref, on ne peut s'empêcher de songer au titre d'un roman de Simenon, porté à l'écran après-guerre: *La neige était sale*<sup>32</sup>.

## Bibliographie

- Arnaud Pierre, Terret Thierry, Saint-Martin Jean-Philippe et Gros Pierre, *Le sport et les Français pendant l'Occupation. 1940-1944*, L'Harmattan, 2003.
- Berthier Bruno, « Courchevel, une station de sports d'hiver héritée de Vichy? », in Clément Benelbaz, Charles Froger, Sébastien Platon et Bruno Berthier (dir.), *L'œuvre législative de Vichy, d'hier à aujourd'hui: rupture[s] et continuité[s]*, Dalloz, 2017, p. 229.
- Bruttmann Tal, *Aryanisation économique et spoliations en Isère, 1940-1944*, Presses universitaires de Grenoble, 2010.
- Gay-Lescot Jean-Louis, *Sport et Éducation sous Vichy. 1940-1944*, Presses universitaires de Lyon, 1991.
- Hoibian Olivier, *Les alpinistes en France, 1870-1960, une histoire culturelle*, L'Harmattan, 2001.

---

31. Pour un aperçu de ce versant obscur, Tal Bruttmann, *Aryanisation économique et spoliations en Isère, 1940-1944*, Presses universitaires de Grenoble, 2010. La communication de l'auteur au colloque dont le présent ouvrage est tiré n'a, malheureusement, pas pu être reproduite par écrit. Outre le cas édifiant de Chamrousse, il y était question de Megève, d'exemples en Drôme et en Chartreuse, ainsi que des conséquences de la politique antisémite de Vichy sur l'hôtellerie de montagne.

32. L'adaptation cinématographique fut censurée (car elle mettait en scène trop de « mauvais Français ») par la commission de contrôle présidée par... Henry de Ségogne, avant de sortir début 1954, assortie d'une interdiction aux moins de 16 ans (v., Sylvie Lindeperg, *Les écrans de l'ombre. La Seconde guerre mondiale dans le cinéma français [1944-1969]*, CNRS éditions, 1997 – Laurent Garreau, *Archives secrètes du cinéma français [1945-1975]*, PUF, 2015).

Mestre Michel, *La montagne et l'alpinisme vecteurs de l'idéologie nationaliste dans les États alpins aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. 1850-1950*, Th. géographie, Aix-Marseille 1, 1998.

Travers Alice, *Politique et représentation de la montagne sous Vichy: la montagne éducatrice, 1940-1944*, L'Harmattan, 2001.





# TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION. Vichy (1940-1944) : une « certaine idée » de la montagne</b> .....	7
Philippe Yolka	
<b>Bibliographie</b> .....	16

## **Partie 1** **Vichy et la montagne :** **une « révolution nationale » ?**

<b>CHAPITRE 1. Les loisirs de montagne en France avant Vichy</b> ....	21
Bruno Berthier	
<b>I. De l'alpenstock aux patins norvégiens : deux séquences pour une genèse des loisirs de montagne</b> .....	32
A. L'alpinisme, produit naturel d'un tourisme mondain.....	34
B. Les sports d'hiver, déroutants produits d'une culture urbaine.....	39
<b>II. De l'hôtelier à l'aménageur : deux séquences pour une genèse de l'industrie touristique en montagne</b> .....	45
A. La villégiature de loisir, produit montagnard de prolongement du précédent thermal et climatique .....	48
B. L'exploitation industrielle de la neige, produit montagnard de planification d'une cause nationale.....	59
<b>Bibliographie</b> .....	67

<b>CHAPITRE 2. Les loisirs de montagne dans les régimes autoritaires et totalitaires européens de l'entre-deux-guerres</b> .....	71
Anne-Sophie Nardelli-Malgrand	
<b>I. Les structures des loisirs de montagne : l'héritage des sociétés nationales-libérales du XIX<sup>e</sup> siècle</b> .....	73
<b>II. L'irruption de l'idéologie dans les sports de montagne pendant l'entre-deux-guerres</b> .....	77
<b>III. De la politisation à la massification des sports de montagne</b> .....	82
<b>Bibliographie</b> .....	90

## Partie 2

### L'encadrement des loisirs de montagne sous Vichy

<b>CHAPITRE 3. La prise en charge institutionnelle de la montagne sous Vichy</b> .....	95
--	----

Clément Benelbaz

I. L'institutionnalisation des activités de montagne : une spécificité limitée du régime de Vichy .....	100
A. Le renforcement des structures .....	100
B. L'harmonisation des activités .....	102
II. L'institutionnalisation des activités de montagne : une pérennité des instruments .....	105
A. L'instrumentalisation des mécanismes .....	105
B. Le legs institutionnel .....	107
<b>Bibliographie</b> .....	109

<b>CHAPITRE 4. Vichy et le corporatisme : l'organisation des professions de montagne</b> .....	111
--	-----

Christophe Quézel-Ambrunaz

I. Le dirigisme étatique .....	115
A. L'enjeu stratégique .....	115
B. L'encadrement des activités .....	117
II. L'autogestion des professions .....	118
A. La sphère d'autonomie .....	118
B. La collaboration .....	121
<b>Conclusion</b> .....	123
<b>Bibliographie</b> .....	123

<b>CHAPITRE 5. La jeunesse et la montagne sous Vichy</b> .....	125
--	-----

Olivier Hoibian

I. Le programme de la Révolution nationale et l'élite de la jeunesse .....	128
A. La Révolution nationale : « le projet fou du Maréchal » .....	129
B. Le Commissariat général à l'Enseignement général et sportif (CGEGS) .....	133
C. La place privilégiée des activités de montagne .....	135

## TABLE DES MATIÈRES

<b>II. Les réalisations concrètes</b> .....	138
A. Les actions dans le domaine de l'éducation.....	138
B. Les initiatives des organisations sportives .....	139
C. L'organisation Jeunesse et Montagne et le service national.....	142
<b>Bibliographie</b> .....	147

# Partie 3

## L'aménagement touristique de la montagne

<b>CHAPITRE 6. Vichy et les outils juridiques de l'aménagement touristique de la montagne</b> .....	153
---	-----

Jean-François Joye

<b>I. La tentative de prise en main par l'État de l'aménagement des stations de sport d'hiver grâce à la planification</b> .....	159
A. L'épanouissement d'une pensée planificatrice fonctionnaliste .....	159
B. De la pensée à la règle: l'essor du droit de la planification urbaine.....	165
<b>II. L'invention d'un outil juridique spécifique destiné à faciliter le déploiement des téléphériques</b> .....	176
A. Le régime de la « servitude T2 » .....	178
B. La « servitude T2 » et les enjeux urbains modernes.....	182
<b>Bibliographie</b> .....	186

<b>CHAPITRE 7. Les actions du Service de l'équipement sportif de la montagne (1940-1944)</b> .....	189
--	-----

Jean-François Lyon-Caen

<b>I. Du service technique de la montagne (1940) au service de l'équipement sportif de la montagne (1942)</b> .....	191
A. Le service technique de la montagne (STM) .....	191
B. Le service de l'équipement sportif en montagne .....	191
<b>II. Gérard Blachère, ingénieur des Ponts et Chaussées</b> .....	192
<b>III. Les actions du service de l'équipement sportif en montagne (1942-1944)</b> .....	194
A. La construction de refuges d'altitude .....	194
B. La création d'une station de sports d'hiver d'envergure internationale.....	196
C. Les principes de conception de la station « idéale » .....	199
D. Les trois « sites vierges » étudiés entre 1942 et 1944.....	201
<b>IV. Après la Libération</b> .....	203
A. 1944-1945 .....	203

B. 1945, la mise en œuvre des projets de station .....	203
C. Une organisation administrative comparable à celle mise en place sous l'Occupation .....	205
D. Évolution et permanence de la doctrine .....	206
<b>Conclusion</b> .....	207

**CHAPITRE 8. Les acteurs non étatiques de l'aménagement  
de la montagne sous Vichy** .....

Patricia Benezech-Sarron

<b>I. La volonté de l'État d'encadrer les acteurs privés de l'aménagement</b> .....	213
A. La dénonciation d'un laisser-faire local par le régime de Vichy.....	213
B. La continuité des initiatives locales sous le régime de Vichy .....	218
<b>II. La volonté de l'État de se substituer aux autres acteurs publics de l'aménagement</b> .....	224
A. La mise sous tutelle des acteurs publics par le régime de Vichy .....	224
B. L'action des acteurs publics locaux sous le régime de Vichy.....	228
<b>Bibliographie</b> .....	236